

La société humaine, la finance, le crime

Xavier RAUFER

*Directeur des études du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (MCC),
université Paris II.*

Intentions

Les pompiers passent-ils leur vie à éteindre des incendies ? Non bien sûr. Ils consacrent en revanche 90 % de leur temps à les prévenir. À créer, modifier, publier et défendre des règlements, normes, protocoles, etc., assurant la mise hors-feu optimale des agglomérations, constructions et installations humaines.

Il en va de même pour les criminologues, dont la tâche conceptuelle se veut aussi largement préventive. Ainsi, pour nous, l'étude du *crime* importe certes, mais autant – plus encore, peut-être – celle du *criminogène*. Cela nous pousse à

observer les grands mouvements, les grandes évolutions, des sociétés humaines – non pour y *interdire* quoi que ce soit, d'ailleurs, comment le pourrions-nous ? – mais pour y déceler des tendances, des tropismes criminogènes, pour les signaler et, par l'enseignement, l'échange et le dialogue, tenter de les réduire, voire de les prévenir.

Telle est l'intention précise de l'étude qui suit. Le monde de la finance est rongé par de puissantes et discrètes forces criminelles, mais surtout, il le nie fortement et même (on le verra plus bas) dépense des fortunes pour empêcher que cela ne se voie.

Raison de plus pour étudier le sujet, sans complaisance – et à fond.

Enfin, ceci : dans son exercice professionnel, un criminologue n'a pas vocation à critiquer *en tant que tel* un système social (socialiste, capitaliste, etc.) – même si comme citoyen, il a ses opinions propres. L'étude qui suit n'est donc pas une critique du capitalisme libéral, mais bien plutôt une analyse criminologique de ses excès, de sa caricature, de sa dérive vers l'illicite et le protocriminel, critique et analyses partagées par bien des banquiers et financiers, par nous consultés dans la phase préparatoire de ce travail.

Le monde de la DGSJ

Une récente tribune libre de *Libération* parle d'une « hypertrophie du monde financier » ayant conduit à une « escroquerie planétaire » : dans un tel monde à l'économie financiarisée, la finance dominante finit par dicter sa loi à tous, avec la complicité du pays dominant, les États-Unis d'Amérique². Ce, d'abord par l'imposition de normes mondiales de *compliance* (obéissance ou soumission), supposées interdire la circulation de l'argent terroriste ou criminel. Nous verrons plus bas si cette traque à l'argent terroriste et/ou criminel fonctionne – mais à ce niveau d'analyse, que *compliance* il y ait, suffit amplement à atteindre le but recherché.

Ce n'est pas tout. De façon plus pernicieuse, la finance impose, aussi largement qu'elle le peut, son idéologie, sa vision du monde, sa notion du politique. Car il existe une idéologie de Wall Street

que, pour unir symboliquement son principal émetteur et son vecteur majeur de diffusion, nous nommons ci-après la « Davos-Goldman-Sachs-Ideologie » ou DGSJ.

Une DGSJ qui réclame la « transparence » pour tous et partout – sauf pour elle-même – et qui, par la vertu du *soft power* (accès + idéologie), a su s'exonérer du lot commun, ce qui a permis à Goldman Sachs, banque dont les dirigeants étalent leur civisme et invoquent Dieu pour justifier leurs actions³ :

- de tirer, au 1^{er} trimestre 2010, 80 % de ses 10 milliards d'euros de revenus, de transactions et d'investissements réalisés *en propre* (et non pour ses clients...)⁴;

- de subir, en 2008, un taux d'imposition de 1 %.

Wall Street en général consacrant en gros 1 % de son temps à ce qui est quand même l'activité normale de la finance : créer du capital pour des entreprises, accompagner leur naissance et leur croissance⁵.

Le tout, dans un épais silence médiatique, surtout dès qu'il s'agit de finance criminelle⁶.

Or la DGSJ rejette *à tout prix* le concept de face noire de la mondialisation, de finance criminelle. L'illicite dans la finance ou dans l'économie, la DGSJ le nie ou s'en gausse. Alors que la bulle gonfle à Wall Street, alors que dès le printemps 2005, des institutions réalistes comme la COFACE avertissent : « On n'a plus affaire uniquement à un risque géopolitique, bien qu'il existe encore dans des régions déterminées, mais à un

risque économique et financier global. Les crises qui ont été récemment à l'origine de défauts de paiement généralisés, ont plutôt résulté de retournements de conjoncture importants ou de graves crises financières, que de crises politiques ou de guerres⁷ ».

Le Financial Times (FT) vante en pleine crise la séduisante économie souterraine⁸. Des experts de la Deutsche Bank réalisent fin 2009 une étude (révélée par le FT) pour laquelle la crise serait mieux vécue par les pays où une forte économie souterraine (travail noir, contrebande-contrefaçons, évasion fiscale), représente jusqu'à un quart de leur PIB. Pour la Deutsche Bank et le Financial Times, ces rocs face à la crise, ces insubmersibles cuirassés de la flotte libérale-mondialisée sont la Grèce et le Portugal...

Mais qu'entendons-nous par négation de la face noire de la mondialisation ? Remontons à la source de la DGSI : Davos, puis la banque Goldman Sachs.

Davos

Sur ce forum économique mondial réunissant chaque janvier depuis quatre décennies (janvier 2010 fut le 40^e anniversaire de « Davos ») des chefs d'entreprises et de groupes du monde de l'économie et de la finance, des responsables politiques et des experts scientifiques et techniques (ces derniers, soigneusement choisis et encadrés), deux brefs rappels :

– l'objet explicite de Davos, et « sa seule ambition », dans la bouche même de son

fondateur et dirigeant, M. Klaus Schwab, est de « modeler les esprits »⁹;

– en janvier 2008, à Davos, alors que *Wall Street* va s'effondrer, nous citons ici l'*International Herald Tribune*, « Dans un forum de débat, la proposition de créer un nouveau *sheriff* pour policer les marchés financiers mondiaux, fut rejetée sous les huées, par un vote hostile à 75 %¹⁰ ».

Goldman Sachs

La banque Goldman Sachs publie souvent des études et analyses sous forme de volumes ou de notes. Qui prend le temps d'en faire une lecture *politique* ? Lecture pourtant révélatrice.

Les médias, la classe politique, les dirigeants d'entreprise – tout le gratin de la planète Davos – s'est rué sur le concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), les géants mondiaux de demain. Sauf que 99 % des usagers du concept BRIC se gardent d'en signaler l'origine – ou pire encore, l'ignorent : l'invention est de Goldman Sachs¹¹. Pour que cela soit clair, l'un de ces textes souligne « we created the BRIC acronym¹² ».

Or dans tous ces textes, dont on imagine l'influence à Davos, un seul index est utilisé : le GES (Growth Environment Score... Index de Goldman Sachs, bien sûr). Rien pas *un mot* sur les dangers et menaces du monde. L'Inde (BRIC) ? « infrastructure challenges » ; le Mexique et le Nigeria (Next 11, N-11) ? « environmental issues »... « Nigeria is especially interesting ». Le Brésil ? Un mot perdu dans une phrase « corruption ».

Sinon, rien *du tout* sur les problèmes de sécurité globale dans ces (au total) plus de 500 pages de texte.

Cela, d'importants médias américains le disent aussi – parfois violemment. Au printemps 2010, le *Newsweek* parle ainsi de « faillite morale de Goldman Sachs » et de « mercantilisme absolu » : tant qu'on a des acheteurs et des vendeurs, on crée et échange pratiquement n'importe quoi¹³.

La géante oligarchie de Wall Street

En 1995, la totalité des actifs des six principales banques des États-Unis représentaient environ 20 % du PNB du pays. En 2009, après le choc financier de 2007-2008, la totalité des actifs des six principales banques des États-Unis représentaient plus de 60 % du PNB du pays :

- Bank of America (qui durant la crise a absorbé Countrywide et Merrill Lynch) représente 16 % du PNB-US ;
- JP Morgan Chase (qui durant la crise a absorbé Bear Stearns et Washington Mutual) = 14 % du PNB-US ;
- Citygroup = 13 % du PNB-US ;
- Wells Fargo (qui durant la crise a absorbé Wachovia) = 9 % du PNB-US ;
- Goldman Sachs = 6 % du PNB-US ;
- Morgan Stanley = 5 % du PNB-US.

Or le poids politique de la DGSI est *énorme* à Washington. Sans doute le plus lourd à peser sur le gouvernement fédéral des États-Unis. Cela, maints ouvrages l'exposent

désormais en détail aux États-Unis mêmes. Ne citons ici que l'effrayant « 13 Bankers. The Wall Street takeover and the next financial meltdown¹⁴ ». Dons massifs aux campagnes électorales, *lobbying*, aller-retour public-privé : depuis vingt ans, l'idéologie de Wall Street – place financière dont Goldman Sachs est le « parrain » (*The Godfather of Wall Street*¹⁵) – est acceptée comme vérité absolue par tous, exécutifs et législateurs républicains et démocrates, cercles de pouvoir, sommets de l'appareil d'État, grands auditeurs et régulateurs, quasiment sans exception.

La DGSI dans ses grandes lignes

- Elle a pour socle la théorie « des marchés efficients ». Le monde économique se compose d'acteurs rationnels prenant, pour maximiser leurs gains, des décisions justes partant d'informations correctes ; leur interaction suscite spontanément un équilibre optimal - d'où, nul besoin de régulation, les acteurs de ce système n'envisageant que des transactions pour eux bénéfiques. Qui plus est, ces comportements sont modélisables, donc prédictibles¹⁶.

- Pour que ces marchés parviennent sans distorsions à leur équilibre naturel, ils doivent être toujours plus liquides, déréglementés au maximum.

- Il faut donc éliminer ce qui gêne l'« innovation » - innovation financière est le maître mot de la DGSI. D'où compliance pour tout le monde – sauf pour eux ! Pour preuve, cet extrait d'une enquête du groupe américain de quotidiens locaux McClatchy : « Moody's was forcing out executives who questioned the agency's

high ratings of structured products and filling its compliance department with people who had specialized in giving those ratings¹⁷ ».

– Un système financier complexe, dérégulé, innovant sans contrôle, est le moteur de l'économie américaine ; excellent pour elle, il constitue de même un bienfait pour l'humanité entière.

Or cette DGSI est dans la pure et simple négation du crime dans la finance.

Un réseau humain inégalé

Loin de la brutale oligarchie russe, de ses chantages et de sa corruption grossière, la DGSI émane d'une subtile connivence entre dirigeants politiques, hauts fonctionnaires et grands banquiers américains, tous partageant et disséminant le panurgisme-DGSI depuis le sommet du pouvoir. Lorsque, vers la fin du XX^e siècle, s'impose la DGSI (Bill Clinton *regnante*) le ministre des Finances et son secrétaire d'État aux marchés financiers sont un ex-président et un ex-directeur de Goldman Sachs ; le président de la Réserve fédérale est un *fan* de la DGSI. Quand débute l'an 2000, la DGSI « règne à Washington »¹⁸.

Coïncidence ? Même timidité, au même moment, chez les gouvernants des États-Unis, dans la prise en compte des réalités criminelles du monde financier :

– en mai 2010, James K. Galbraith, éminent professeur d'économie, dépose devant la sous-commission des affaires criminelles de la commission Justice du Sénat américain¹⁹. Le fils du prix Nobel éponyme fustige Tim Geithner

(ministre des finances des États-Unis) pour avoir refusé de commanditer un rapport approfondi sur l'étendue de la fraude dans la documentation des prêts hypothécaires, demandé en 2009 par le Représentant Lloyd Doggett. « L'étude de la fraude financière a été négligée », s'indigne Galbraith « Les économistes ont minimisé le rôle de la fraude dans toutes les crises analysées, y compris la débâcle des *Savings and Loans* et ils continuent à le faire » ;

– en juin 2010, la Cour suprême des États-Unis restreint la notion de *honest services*, désormais uniquement invocable s'il y a eu, preuves à l'appui, rétrocommissions ou pots de vin²⁰. Comme d'usage, un point mineur, un sujet abscons, perdu dans l'infinité des lignes d'un texte immense, une retouche d'allure anodine et technique – et une conséquence claire : « Épingler les délinquants en col blanc va devenir encore plus ardu pour les procureurs américains ».

On a bien lu : aux États-Unis, deux ans après Madoff, son futur successeur sera plus difficile encore à attraper et à condamner.

Enfin, le Sénat adopte (le 15 juillet 2010) la « loi Dodd-Frank de réforme de Wall Street et de protection du consommateur ». Ce monstre de 2 300 pages est « la plus vaste réforme de la régulation financière depuis les années 30 »²¹. Un texte réglementaire un peu cosmétique qui regorge certes de bonnes intentions – mais aussi de ces phrases abscones et autres « exceptions » glissées sous l'influence des *lobbies* – visant ultérieurement à le paralyser, à le rendre

impuissant face à Wall Street ; à permettre à cette place financière de continuer à prendre autant de risque – certes un peu différemment désormais.

Au fond, tout cela importe-t-il ?

Mais est-ce si grave que cela ? Car après tout, rien de ce qui précède n'est à proprement parler *criminel*. À coup de dollars, de petits malins ont imposé leur façon de voir au tout-Washington qui – naïveté ou cynisme – s'y est gentiment prêté. Mais, rétorque le bon sens, si l'on devait jeter en prison tous les petits malins, naïfs ou cyniques, on n'en finirait pas !

64

Au bout du compte, ces affaires criminelles – et leur négation – dans la finance sont-elles vraiment sérieuses ? Ne s'agit-il pas de simples anecdotes, d'anicroches marginales ?

Au contraire : l'affaire est grave car ce que Wall Street ne voit pas, la Maison Blanche ne peut plus, ne veut plus ou n'ose plus le voir. Du fait que le Mexique est l'un des Next-11, ce pays disparaît comme champ de bataille de la pire guerre criminelle du début du XXI^e siècle. Là encore, nulle exagération : voir la *National Security Strategy* (mai 2010) du président Obama, ou l'*Annual Threat Assessment of the US Intelligence Community for the Senate Select Committee on Intelligence* de l'amiral Dennis C. Blair, directeur national du renseignement (février 2010). Deux textes d'environ 50 pages, cruciaux en matière de menaces, où perdues dans 48 pages

hypnotisées par Ben Laden and Co., on trouve à chaque fois cinq lignes anodines sur le Mexique « dont la démocratie est forte et qui s'en sortira ».

Un aveuglement qui concerne aussi bien sûr les États-Unis eux-mêmes, pays où la criminalisation des banques est sérieuse et récurrente. L'affaire est d'autant plus grave que dans ce pays, la traque à l'argent criminel et/ou terroriste est un échec abyssal. Donc criminalisation, mais, pis encore, structurelle incapacité à purger le système des milliards criminels qui le corrompent et l'empoisonnent.

Commençons par ce second point.

D'abord, quelques éléments contextuels.

Fin 2009, Antonio Maria Costa, qui dirige l'ONU drogue & crime (ONUDC) avertit qu'au plus fort de la crise (18 mois entre 2007 et 2009, le système bancaire mondial étant alors asphyxié, quasi paralysé), des banques sevrées de liquidités ont absorbé d'importants flux d'argent criminel, certaines étant sauvées par cet afflux d'argent « noir ». A. M. Costa estime les profits annuels de la criminalité organisée internationale à environ 350 milliards de dollars ²².

Du fait de la dérégulation mondiale, puis de la crise, l'économie illicite (grise ou noire) qui vers 1980 constituait quelque 7 % du produit brut mondial, en représente en 2009 sans doute 15 % (soit l'équivalent du PNB de l'Australie) ²³.

Mais cela n'est qu'une partie du tableau car, la crise ou les contrôles aidant, l'argent illicite circule toujours plus par des circuits parallèles, non financiers (argent liquide, or, œuvres d'art, etc.) impossibles à tracer²⁴.

Venons-en à la traque à l'argent « sale » aux États-Unis mêmes.

Rappelons-en l'enjeu. En 2009, les *narcos* mexicains ont dû rapatrier environ 29 milliards de dollars, provenant surtout de la vente de stupéfiants au nord du Rio Grande, soit (s'il s'agit de billets de banque de 100 dollars) une masse de 319 tonnes. Et le gouvernement des États-Unis n'y a rien pu. Selon ses propres estimations, le système répressif américain parvient à capturer... 25 cents de chaque 100 dollars rapatriés par les cartels.

99,75 dollars parviennent à bon port au Mexique, qui est la 13^e économie du monde (10 % au moins de cette économie tournant grâce à l'argent des cartels)²⁵.

En dix ans, le ministère américain des Finances (*Treasury Department*) a bloqué en tout... 16 millions de dollars, sur sans doute 200 milliards circulant du Nord vers le Sud. Et les amendes censées punir les individus ou entreprises aidant les cartels ? En dix ans toujours, *trois* furent infligées :

- (un bureau de change) : 40 160,46 dollars ;
- (une société financière) : 12 260,86 dollars ;
- (un particulier) : 422,43 dollars.

L'histoire ne dit pas si ces terribles amendes ont été payées...

Voilà pour l'argent. Venons-en au système financier américain lui-même, sur lequel nous ne prenons ici, parmi bien d'autres, que deux exemples frappants.

Réalités criminelles...

En avril 2006, un DC-9 est saisi sur l'aéroport de Ciudad del Carmen (Mexique) ; il contient presque 6 tonnes de cocaïne²⁶. L'enquête révèle que l'avion a été acheté à Oklahoma City (États-Unis) avec des fonds transférés par Wachovia corp. et Bank of America.

Wachovia²⁷ est coutumière du fait, dit le procureur fédéral américain chargé du dossier : quatre « narco-avions » ont été achetés par son truchement, ayant au total transporté 22 tonnes de cocaïne d'Amérique latine à la frontière des États-Unis.

De 2004 à 2007, Wachovia a traité environ 380 milliards de dollars pour le compte de « bureaux de change » mexicains implantés aux États-Unis, bureaux dont chacun sait qu'ils sont la commode « pompe à fric » des *narcos*. Ce flagrant manque de *compliance*, ajoute le procureur, a donné à ces derniers « carte blanche pour financer leurs opérations ».

Des enquêtes portant sur d'autres énormes cas de blanchiment impliquent aussi American Express Bank, Western Union, HSBC Londres (première banque européenne par ses actifs) et Banco Santander (première banque espagnole par ses actifs).

...Et menaces terroristes

L'homme est l'un des 300 principaux milliardaires américains²⁸. Son *hedge fund* gère environ 4 milliards de dollars. La crise ravivant une curiosité officielle émoussée par dix ans d'aboulie, on découvre d'abord que Raj Rajaratnam est, pour rester poli, intime d'un des pires groupes terroristes de la planète, les Tigres tamouls, auteurs réguliers de sanglants attentats-suicides ; puis, que les données stratégiques servant à ses raids boursiers n'émanent pas de son génie propre, mais, dit la justice américaine, d'informations secrètes achetées en douce à des cadres de sociétés visées par ces raids – en clair, de délits d'initiés.

66

Finance criminelle : que faire ?

Dès qu'il s'agit du monde de la finance, tout ce que contient et définit le mot « Davos » comme élites planétaires de l'économie, de la politique et de la communication tend collectivement à l'aveuglement. Or l'aveuglement est tout sauf anodin.

L'invariant de l'aveuglement est donc l'obligé point d'ancrage d'une lutte contre la finance criminelle. Le monde financier doit réaliser qu'existe une autre main invisible, celle du crime, capable d'intimider, de menacer, de triquer, d'éliminer ; ce, dans une discrétion et un silence... de mort.

Le monde financier doit réaliser que le crime organisé transnational n'est pas un agacement mineur, un zéro du bout de la ligne, mais la seule force structurée au monde sachant, depuis quatre ou cinq

décennies et *tous les ans*, manipuler, diriger et dissimuler à travers la planète des centaines de milliards de dollars ou d'euros.

Cette conscience intimement prise du danger réel, le reste viendra aisément. Pour citer encore la sagesse première, Platon dit « le commencement est la moitié du tout ».

Ouvrons pour finir quelques pistes qui, selon nous, permettraient au monde financier de sortir du piège criminogène.

- en matière de sécurité, les États et les entreprises (les financières comme les autres) ne sont pas confrontés aux mêmes menaces et ne peuvent réagir identiquement. L'État joue sur toute la gamme préventif-offensif-défensif-répressif ; tandis que l'entreprise est limitée au préventif et à la sécurité interne ; ce qui la contraint à prévoir, à déceler le danger aussitôt que possible. Notons ici que dans le monde présent, les (vrais) États-nations, vieilles bêtes coriaces séculairement aguerries, sont bien moins menacées que les entreprises, même les plus grands groupes mondiaux ;
- à vue humaine, le désordre mondial affecte et affectera encore longtemps le monde des affaires. Quelle forme dangereuse pour les entreprises prend et prendra ce désordre mondial ? ;
- dans l'avenir maîtrisable (deux décennies) les affrontements entre les hommes, dont la forme suprême est la guerre, auront une dimension

- criminelle ou terroriste ; ou encore hybride entre les deux ;
- ces conflits seront financés par des fonds circulant par des réseaux financiers clandestins peu ou pas visibles, souvent dissimulés au sein des circuits de la finance légitime ;
 - les entreprises évolueront dans un contexte où la distinction monde développé/tiers-monde n'a plus grand sens. Il existe en effet dans le tiers-monde des pôles très développés, consacrés à la haute technologie

(Bangalore en Inde, par exemple), proches de secteurs misérables, voire dangereux. Et dans les pays développés se multiplient des zones délaissées ou hors-contrôle (ghettos, banlieues, etc.) formant une sorte de tiers-monde interne, lui aussi parfois dangereux.

Notes

1. « Et après l'escroquerie planétaire », *Libération*, 5 mai 2010.
2. Lloyd Blankfein, CEO of Goldman Sachs, « We Are Doing God's Work », *The Sunday Times*, 8 novembre 2009. Titre de l'article « We Are Doing Gods Work Meet M. Goldman Sachs ». En octobre 2009, un dirigeant de Goldman Sachs, M. Brian Griffith, se réfère à Jésus et explique « We have to tolerate the inequality as a way to achieving greater prosperity and opportunity for all » (13 Bankers, Simon Johnson & James Kwak, Pantheon Books, NY, 2010).
3. « La faillite morale de Goldman Sachs », *Courrier International*, 6 mai 2010.
4. Ces deux derniers points : « Financial Reform Makes biggest Banks stronger », *Newsweek*, 25 juin 2010.
5. « Wall Street Is a Crime Scene, not a Financial "Cyclical Aberration" », *Global research*, 2 juillet 2010.
6. « Appréhender le risque-pays », *Diplomatie* n° 13, mars-avril 2005.
7. « L'économie souterraine, un excellent rempart à la crise », *Le Monde*, 30 décembre 2009.
8. « Davos 2009 sera le sanatorium du monde », *Le Figaro*, 22 janvier 2009.
9. « Consensus Is Growing on Wisdom of Having World Finance Sheriff », *International Herald Tribune*, 27 janvier 2009.
10. « Building better Global Economic BRICs », Goldman Sachs global economics paper, novembre 2001 ; « Dreaming with BRICs: the Path to 2050 », 2003 ; « BRICS and beyond », « The World and the BRICs dream », livre février 2006 ; Goldman Sachs Global Economics Group, 2007 (« For the general information of clients of the Goldman Sachs group ») ;
11. « The N-11, more than an acronym », *Goldman Sachs Global Economics Paper*, mars 2007.
12. *Courrier International*, 6 mai 2010, *op. cit.*
13. 13 Bankers, Pantheon Books, *op. cit.*
14. « Six Banks Control 60 % of Gross National Product is the US at the Mercy of an Unstoppable Oligarchy ? », *PBS+Global research*, 16 avril 2010.
15. « La théorie des marchés efficients s'est dissoute dans l'incertitude et l'irrationalité », *Le Monde*, 27 avril 2010.
16. « How Moody's Sold its Ratings, and Sold out Investors », *McClatchy*, 18 octobre 2009.

17. J. K. Galbraith « Cachez cette fraude que nous ne saurions voir complaisance coupable envers les financiers », *Le Monde*, 21 mai 2010.
18. 13 Bankers, *op. cit.*
19. « La criminalité financière devient plus dure à prouver aux États-Unis », *Le Monde*, 29 juin 2010.
20. « Le Sénat américain adopte la réforme de Wall Street », *Le Monde*, 15 juillet 2010.
21. « Drug money, banks, global crisis », ONUDC, 13 décembre 2009.
22. « Organised Crime Syndicates, such as Drug Cartels and People-Trafficking Rings, Generate an Estimated \$1 Trillion/Year in Profit » (source de l'article, données fournies par le FBI, Washington), *Daily Telegraph*, 16 octobre 2009.
23. « Selon Tracfin, la crise a favorisé le développement de circuits financiers parallèles », *Le Monde*, 29 mai 2010.
24. « US Drug War Crackdown Misses the Money », *AP-IMPACT*, 17 décembre 2009.
25. « Banks Financing Mexico Drug Gangs Admitted in Wells Fargo Deal », *Bloomberg News*, 28 juin 2010.
26. Autre banque majeure, reprise par Wells Fargo en 2008, au pire de la crise, alors qu'elle s'effondre, ayant perdu 26 milliards de dollars dans l'affaire des *subprimes*.
27. Voir : « A hedge fund chief linked to Tamil rebels », *International Herald Tribune*, 20 octobre 2009 ; « Plusieurs grands noms de la finance américaine accusés de délits d'initiés », *Le Monde*, 18 octobre 2009.
28. D. Searcey, A. Efrati, « Bernard Madoff beaten in prison », *Wall Street Journal*, 19 mars 2010.

Annexe : l'affaire Maddoff

(par Xavier RAUFER, Jean-François GAYRAUD)

Madoff et l'omertà

On l'oublie souvent, mais toutes les grandes crises financières ont leur « escroc du siècle », un voyou en col blanc emblématique, auteur d'une vaste pyramide financière que chaque génération, oublieuse, croit unique. Durant la crise de 1929 ce fut Ivar Kreuger. Un demi-siècle plus tard, pendant la faillite en grande partie criminelle des caisses d'épargne (Savings and Loans), il y eut Michael Milken. Pour les *subprimes* : Bernard L. « Bernie » Madoff.

Ce rappel est nécessaire, non pour relativiser les crimes de Bernard Madoff,

mais pour en comprendre le sens profond : les périodes de capitalisme dérégulé offrent toujours à cette « espèce criminologique » – le super prédateur en col blanc – des opportunités uniques d'éclosion. Car la dérégulation criminogène des décennies 1980-2000 a certes conduit aux *subprimes* mais aussi à l'apparition de multitudes de pyramides financières dont celle de Bernard Madoff aura été à la fois la plus vaste et aussi la plus mystérieuse.

Car, au final, que sait-on réellement de « l'affaire Madoff » ? Malgré des milliers d'articles et des dizaines d'ouvrages, un voile épais entoure toujours ce dossier. Il est vrai que Bernard Madoff est l'homme

du silence. En se dénonçant spontanément fin 2008 et en acceptant la procédure du plaider-coupable (plea bargaining), le financier escroc n'a pas dû s'expliquer plus avant. Un aveu de culpabilité contre, au final, cent cinquante ans de prison. Le rideau judiciaire est ainsi vite – et providentiellement ? – retombé.

Ce vœu de silence doit-il lui être rappelé régulièrement ? En effet, on apprend début 2010 que Bernard Madoff a été agressé physiquement par un codétenu¹. Les blessures semblent conséquentes : nez cassé, côtes fracturées, coupures au visage et sur la tête. Malgré des témoignages concordants, Bernard Madoff et son avocat Ira Sorkin démentent avec vigueur les informations publiées par la presse. Le bureau des prisons lui-même se dit incapable de confirmer l'agression. Le *Wall Street Journal* nous apprend aussi que le détenu Bernard Madoff reste discret et choisit ses relations. Il entretient ainsi des relations (*socialize*) avec un codétenu prestigieux et respecté : Carmine Persico, chef de la Famille Colombo (Cosa Nostra).

D'où l'inévitable question : a-t-« on » vraiment envie de connaître les mystères de la grande pyramide de Bernard Madoff ? Car cette question en cache probablement une autre, rarement posée et pourtant cruciale : l'escroquerie (*ponzi scheme*) ne dissimulait-elle pas aussi et d'abord une vaste opération de blanchiment d'argent sale ? Le profil étrange de nombre des *feeder funds* de Bernard Madoff, dont celui de Robert Jaffe (voir *supra*), devrait en effet inciter à se poser des questions.

Madoff et la mafia

Les frères Angiulo (Gennaro, Francesco, Donato, Michele) sont des membres connus de la famille mafieuse de Providence (Rhode Island), dite « Famille de la Nouvelle-Angleterre » : propriétaires de night-clubs, discothèques, etc. Tous condamnés en 1986 pour divers crimes, ils purgent parfois de longues peines de prison ; Gennaro par exemple n'est libéré qu'en 2007² ; sous-chef de sa « famille » lors de son incarcération, il reprend alors du service et meurt (de sa belle mort) en 2009. Avant son arrestation, Gennaro Angiulo a pour conseiller financier Robert R. J. M. Jaffe. G. Angiulo dispose de neuf comptes dans la société financière employant M. Jaffe et, G. Angiulo étant condamné, cette société et la banque *Provident Institution for Savings* sont condamnées à de lourdes amendes pour 49 transactions financières suspectes de 250 000 dollars et plus chacune, sur les comptes d'Angiulo.

Aux États-Unis, des individus clairement liés à la mafia comme M. Jaffe sont nommés *connected guys*. Cela les marque à vie, leur interdisant pratiquement un emploi dans une entreprise honnête – mais les rendant précieux pour tout *business* interlope – justement du fait de leur « connexion » : ils savent qui appeler, en cas de besoin illicite...

Or où retrouve-t-on R. M. Jaffe, deux décennies plus tard ? Il est devenu le bras droit de Bernie Madoff. Précisément, il est le vice-président de la société *Cohmad Securities*, discret satellite de la galaxie Madoff, servant aux pires acrobaties. Précisons que la société *Cohmad Securities*

est alors hébergée dans les bureaux de la société principale de Madoff, à son siège de Manhattan.

Subprimes et escroquerie systémique

La presse aura été plutôt discrète sur une des conséquences les plus inattendues de la crise des *subprimes* : un « effet d'aubaine » de portée historique et macroéconomique pour le crime organisé. Pourquoi, comment ?

Affaiblies par la crise, les banques ont dû subitement se montrer moins généreuse dans la distribution des prêts aux entreprises, grandes ou petites. Si les grands groupes parviennent à trouver des sources alternatives de financements, les PME en revanche se sont rapidement trouvées étranglées. Or, qui dispose constamment de liquidités abondantes ne demandant qu'à s'investir dans l'économie légale ? Les grandes organisations criminelles dont les trafics divers rapportent chaque année des centaines de milliards de dollars ou d'euros.

Une entreprise en mal de financements pour boucler ses fins de mois et qui doit continuer à investir sera fatalement tentée de s'adresser au *shadow banking* du crime organisé. De généreux prêts à taux usuraires sont autant d'occasions pour les mafias de blanchir leurs profits criminels et de poursuivre leur pénétration des marchés légaux. Phantasme, peur irréfléchie ?

Nullement, déjà, en Italie, terre mafieuse par excellence, et dont le cœur de l'économie est justement constitué

de PME-PMI, les autorités monétaires et judiciaires tirent le signal d'alarme. Les *subprimes* vont permettre à Cosa Nostra sicilienne, à la Ndrangheta calabraise, à la Sacra Corona Unita des Pouilles et à la Camorra napolitaine de réaliser « un grand bond en avant » de portée historique.

Ces mafias, déjà naturellement dynamiques et agressives, n'avaient pas besoin d'un tel coup de pouce.

Selon l'association nationale regroupant les commerçants italiens, *Confesercenti*, depuis 2007, 180 000 entreprises ont dû se tourner vers les usuriers. Or les usuriers sont *connected* de toute éternité au crime organisé. Les taux sont tels – souvent plus de 100 % ! – que le prêt se transforme vite en prédation directe et/ou en prise de contrôle de l'entreprise en difficulté.

Autre conséquence criminelle des *subprimes* : une « évaporation » de grande ampleur de fonds publics. Les plans de relance mis en œuvre par les États, en Amérique du Nord et en Europe, se traduisent souvent par des investissements massifs dans des secteurs, tel le BTP, où le crime organisé « joue à domicile » depuis des décennies. L'évaporation de l'argent public va donc avoir lieu dans des proportions considérables, pour des travaux dont la qualité sera probablement sujette à caution.

Notes

1. D. Searcey, A. Efrati, « Bernard Madoff Beaten in Prison », *Wall Street Journal*, 19 mars 2010.
2. Boston Globe, « Broker Tied to Ex-Mob Leader. Jaffe Did Business with Angiulo in Seventies », 23 décembre 2008.

Résumé

Lire les documents suscités par la présente crise – d’abord financière et désormais mondiale – révèle que l’incitation à commettre des crimes financiers (fraudes, escroqueries, etc.) n’est jamais sanctionnée, les financiers étant plutôt traités selon les bienveillants canons de la « morale de l’intention » selon qui c’est l’intention qui compte. Ces banquiers disent : nous avons l’intention de faire le bien ? Cela nous exonère des criminelles conséquences de nos actes.

Cela est bien sûr inacceptable – surtout qu’en fait les intentions elles-mêmes étaient parfois douteuses, voire criminelles. Ainsi, des criminologues ont pensé utile de publier un dossier portant sur les actions et opérations criminogènes accomplies par la finance, d’abord new yorkaise. On exposera ici des faits vérifiés et recoupés, pour édifier les lecteurs et, à l’avenir, leur permettre de poser à temps des diagnostics clairs sur de telles fraudes et manipulations.

Abstract

Reading the mass of documents written on the present crisis – originally a financial crisis but today, a world crisis – reveals that inciting one to commit financial crimes (frauds, etc.) is never prosecuted, the bankers deeds being on the contrary judged by their moral intentions. These bankers day: our intention was pure – and that exonerates them from the criminal consequences of their crimes.

This is indeed unacceptable – and even more so because the intentions themselves were often dubious – if not plainly criminal. Thus, criminologists deemed useful to publish this special document on the illegal, if not criminal actions and operations by financiers, in New York originally. One will find here verified and certain facts; to inform our readers and allow them, in the future, to detect and identify in due time such frauds and manipulations.

